

ARRÊTÉ N° 2024_427

RELATIF AU PRIX DE JOURNÉE 2024 DU SERVICE DE SUITE D'ACCUEIL DES JEUNES VERS L'INSERTION ET LE RELOGEMENT (AJIR) SIS149 BIS AVENUE DU MARÉCHAL LECLERC, 93330 NEUILLY-SUR-MARNE ET GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION DEVENIR

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1, L. 313-1-1, L. 313-3 à L. 313-8, L. 314-1, L. 314-6 à L. 314-8, relatifs à l'autorisation, la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312.1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2016-148 du 4 mai 2016 autorisant la création du service de suite des Gavroches géré par l'association Devenir sise 125 avenue du Maréchal Leclerc, 93330 Neuilly-sur-Marne ;

Vu la convention du 20 décembre 2018 relative au paiement en prix de journée globalisé pour le service d'accueil des jeunes vers l'insertion et le relogement (AJIR) géré par l'association Devenir ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2021-271 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2024 transmises le 30 octobre 2023 par l'association Devenir ;

Vu la décision budgétaire pour l'exercice 2024 transmise le 26 août 2024 et la réponse à la procédure contradictoire transmise le 8 novembre 2024 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.- Pour l'exercice 2024, les recettes et les dépenses prévisionnelles du service de suite AJIR sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en €	Total en €
DÉPENSES	GROUPE I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	261 828,22	1 996 483,66
	GROUPE II : Dépenses afférentes au personnel	1 107 632,12	
	GROUPE III : Dépenses afférentes à la structure	627 023,32	
RECETTES	GROUPE I : Produits de la tarification	1 923 065,45	1 923 065,45
	GROUPE II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	GROUPE III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

ARTICLE 2. - Les tarifs précisés à l'article 3 prennent en compte les données suivantes :

- Reprise de résultat : compte 11519 pour un montant de 53 147,59 € ;
- Charges rejetées : compte 11591 pour un montant de 126 565,80 €.

ARTICLE 3. – Pour l'exercice budgétaire 2024, le prix de journée du service de suite AJIR sis 6 rue Paul Cézanne, 93360 Neuilly-Plaisance, dont le n° de SIRET est le 32 602 161 500 041, est arrêté à 212,80 €.

Le prix de journée moyen applicable du 1^{er} septembre au 31 décembre 2024 est fixé à 331,52 €.

En application du IV bis de l'article L. 314-7 du Code de l'action sociale et des familles, il est calculé en prenant en compte les produits prévisionnels facturés sur la base de l'exercice précédent entre le 1^{er} janvier et la date d'effet du présent arrêté.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2025 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le tarif applicable à compter du **1^{er} janvier 2025 est de 212,80 €.**

ARTICLE 4. – Le prix de journée globalisé est versé selon les modalités suivantes pour

l'exercice en cours :

- versement de dotations mensuelles calculées en fonction de l'activité autorisée pour l'année N

- régularisées en deux fois :

(1) en année N en prenant en compte l'activité constatée des premiers mois de l'année N,

(2) en année N+1 en prenant en compte l'activité constatée des derniers mois de l'année N.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2025 et dans l'attente d'une nouvelle décision, **le douzième mensuel à compter du 1^{er} janvier 2025 est de 160 255,45 €** (produits de la tarification/12).

ARTICLE 5. – Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Île-de-France sis : TITSS Conseil d'État 1 place du Palais Royal, 75100 Paris Cedex 01, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6. – Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

ARTICLE 7. – Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le